



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD

DRUZES DE SYRIE : ENTRE RAPPORT AU NOUVEAU POUVOIR CENTRAL ET INGÉRENCES ISRAÉLIENNES

Thomas Sartou / Analyste en stratégie internationale,
diplômé d'IRIS Sup'

Février 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Thomas Sartou / Analyste en stratégie internationale,
diplômé d'IRIS Sup'



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de déchiffrer et de mettre en perspective des réalité politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

La reprise du Nord-Est syrien par les autorités de Damas marque une étape majeure dans la période de transition que connaît le pays¹. La stratégie de son nouveau dirigeant Ahmed Al-Charaa, basée sur une fine compréhension des rapports de force en présence sur le terrain et la mobilisation d'appuis internationaux, s'est révélée particulièrement efficace pour mener à bien cette opération.

Dans l'attente du règlement politique à la « question kurde » syrienne, amorcée par la signature d'un accord global ce 30 janvier, se dresse au Sud un autre défi, similaire en apparence mais singulier à bien des égards : la province de Sweïda. Principalement peuplée par des Druzes – population arabe pratiquant un courant ésotérique de l'Islam – cette région a récemment été le théâtre d'affrontements sanglants lors d'une tentative de Damas de la réintégrer dans son giron.

Sortie exsangue de quatorze années de guerre civile, marquée qui plus est par une politique méthodique d'affaiblissement de l'État menée par le régime Assad², la Syrie souffre d'une accumulation de contraintes qui complexifie la phase de transition actuelle : fragmentation de l'autorité, persistance des logiques de confrontation dans la relation au pouvoir ainsi que dans son exercice, et rapport de dépendance à l'étranger³. Dans le Sud, la question de l'unité syrienne se heurte de surcroît à des dynamiques anciennes, issues d'une histoire longue de la communauté druze, que la conjoncture, à la fois nationale et régionale, est venue raviver.

LE DJEBEL DRUZE : UN PROCESSUS DE CONSTRUCTION TERRITORIALE ET COMMUNAUTAIRE

Située à une centaine de kilomètres au sud de Damas, la province de Sweïda se caractérise par une forte homogénéité communautaire. Peuplée à près de 90 % de Druzes, elle s'organise autour du *Djebel* (« Montagne ») druze, dont la topographie a favorisé, sur le temps long, la consolidation d'un espace territorial et identitaire propre à la communauté.

Pourchassés pour leur éloignement de l'orthodoxie musulmane⁴, les Druzes ont trouvé refuge dans des réduits montagnards, forgeant ainsi, au fil des siècles, leur particularisme religieux

¹ Didier Billion, "Défaite majeure pour le mouvement national kurde de Syrie – IRIS," *IRIS France*, 2 février 2026, <https://www.iris-france.org/defaite-majeure-pour-le-mouvement-national-kurde-de-syrie/>

² Kachee, A. (2026). Syrie : mutations et continuité d'un État faible. *Confluences Méditerranée*, 135(1), 125-138. <https://doi.org/10.3917/come.135.0125>.

³ Mikail, B. (2026). Incertitudes syriennes en temps de recompositions politiques. *Confluences Méditerranée*, 135(1), 9-13. <https://doi.org/10.3917/come.135.0009>.

⁴ L'appartenance des Druzes à l'Islam faisant toujours actuellement polémique, au sein même de la communauté

et une forme de repli communautaire⁵. En revanche, l'implantation des Druzes à l'échelle régionale est marquée par son absence de continuité territoriale. Au Levant, la communauté est éclatée en un chapelet de poches de peuplement, presque toutes en zone montagneuse⁶, et réparties à travers le Liban, la Syrie et Israël. Bien qu'entretenant des liens historiques, ces différentes zones ont emprunté des trajectoires de construction identitaires singulières.

À cet égard, la montagne de Sweïda constitue historiquement, pour les Druzes, une forme de « sanctuaire protecteur », vecteur d'un fort lien communautaire. Ce référentiel territorial s'est consolidé au gré de vagues migratoires successives, souvent provoquées par des épisodes de violences et de persécutions, notamment celles venues du Liban à la suite des massacres entre Druzes et Maronites au XIX^e siècle. Selon le géographe Cyril Roussel, la région représente pour la communauté, « de tous les foyers de peuplement druze, (...) le dernier refuge pour les membres menacés de cette minorité »⁷.

Cette structuration s'est également faite sur le refoulement de populations tribales, amorcé à partir du XVIII^e siècle, qui a parachevé l'assise territoriale de la communauté. Étroitement liées à la Jordanie frontalière, ces communautés bédouines parcoururent toujours la région, empruntant des axes commerciaux qui les conduisent jusqu'à Damas. Cette cohabitation historique constitue un facteur récurrent de tensions et d'épisodes de violences, une dynamique qui s'est particulièrement intensifiée depuis la fin de la guerre civile.

Enfin, l'histoire du Djebel druze est travaillée par un passé de défiance, voire de confrontation, au pouvoir central. Cet héritage a contribué à forger, au sein de la communauté, l'image d'un peuple guerrier qui, bien que souvent exagérée par une lecture orientaliste du « fait druze », n'en constitue pas moins un élément structurant de sa culture.

LA TRAJECTOIRE POLITIQUE DES DRUZES SYRIENS ET SON RAPPORT AU POUVOIR CENTRAL

Fragmentée autour de groupes claniques, la société druze syrienne se caractérise cependant par un « esprit de corps » lors de ces épisodes d'affrontements. En effet, lorsqu'ils sentent leur existence menacée, les clans familiaux ont tendance à s'unir derrière leurs chefs de guerre et leurs leaders religieux. Ce fut notamment le cas lors de la « Révolte du Hauran » en 1910

⁵ La religion druze est d'ailleurs initiatique, ses rites sont tenus secret par une élite d'initié à l'intérieur même de la communauté.

⁶ À l'exception de la Ghouta damascène.

⁷ Roussel, C. (2011). Chapitre 2. Le processus de construction territoriale au Djebel. In *Les Druzes de Syrie*. Beyrouth: Presses de l'Ifpo. <https://doi.org/10.4000/books.ifpo.1966>.

durant laquelle les Druzes, menés par Zuqab Al-Atrache, ont combattu une administration ottomane qui tentait d'appliquer une politique de centralisation menée par le mouvement des Jeunes-Turcs.

Lorsqu'ils obtiennent pour la première fois leur autonomie à l'occasion de la création de leur propre État par la France en 1922, les Druzes de Syrie amorcent paradoxalement un processus d'assimilation à une nation syrienne encore balbutiante. Y voyant – à juste titre – la mise en place d'un outil de pénétration de la puissance mandataire dans une région où font alors florès les thèses nationalistes, le fils de Zuqab, Pacha Al-Atrache, mena la « Grande révolte » (1925-1927), mouvement qui refusait la partition imposée par la France. Ainsi, si l'histoire de la communauté est marquée par une défiance envers le pouvoir central, elle est longtemps demeurée imperméable aux ingérences extérieures.

À la suite de l'indépendance syrienne, la situation périphérique de la région de Sweïda s'est progressivement traduite par une marginalisation économique et politique. Accentuée par l'arrivée au pouvoir du parti Baas en 1963 et son modèle centralisateur, cette dynamique s'est inscrite durablement sous les Assad dans un rapport vertical et clientéliste entre l'État et les minorités religieuses. Derrière un discours officiel se réclamant de la laïcité, le régime a mis en place un système de contrôle fondé sur la cooptation de notables et de dignitaires religieux alignés, chargés de relayer le récit du pouvoir et d'encadrer leurs communautés respectives⁸. Cette stratégie de clientélisation a pris d'autant plus d'ampleur dans le sillage du mouvement révolutionnaire syrien de 2011, Bachar Al-Assad essayant de cadenasser la contestation à sa composante sunnite, voire islamiste, afin de mieux la décrédibiliser, sans pour autant y parvenir totalement.

Lorsque les premières manifestations éclatent à Sweïda en 2011, l'armée syrienne n'intervient pas afin d'éviter les frictions avec les Druzes et de préserver leur loyauté⁹. Cette stratégie favorisa l'émergence de divers acteurs locaux aux aspirations divergentes et qui entretenaient un rapport ambivalent à Damas. À partir de 2014, de nombreux groupes armés civils s'y développent, notamment celui des Hommes de Dignité dont l'objectif principal est d'empêcher la conscription des hommes druzes dans l'armée. Le mouvement incarne alors une forme de « troisième voie » ; il ne s'oppose au régime ni le soutient, mais a pour objectif

⁸ Zakaria Taha, "Le régime des Assad face à la 'laïcité' du parti Baath en Syrie : discours, pratiques et acteurs," LUMI, Università Corsica – M3C, 21 février 2025, <https://m3c.universita.corsica/lumi/le-regime-des-assad-face-a-la-laicite-du-parti-baath-en-syrie-discours-pratiques-et-acteurs/>

⁹ Mazen Ezzi, "Syria. In Suwayda the Druze Start their Own Revolution," *Orient XXI*, 27 October 2023, https://orientxxi.info/syria-in-suwayda-the-druze-start-their-own-revolution_6826.

principal la défense de la province¹⁰. Son leader spirituel, le cheikh Wahid Al-Balous (assassiné en 2015) s'oppose alors aux autorités spirituelles druzes traditionnelles, telles que Hikmat Al-Hijri, qu'il accuse d'être instrumentalisées par le régime¹¹.

Ainsi, bien que de nombreux combattants druzes aient soutenu les rebelles en décembre 2024, la question de leur relation avec les nouvelles autorités de Damas divisait encore la communauté au sortir de la guerre civile. Certains groupes armés, tels que les Hommes de Dignité, ont insisté sur la nécessité d'intégrer leurs forces au sein d'une armée unifiée. Quand d'autres, pour partie proches du cheikh Hikmat Al-Hijri, ont rapidement appelé à une auto-administration.

RÉVEIL DES TENSIONS CONFESSIONNELLES : ENSEIGNEMENTS DES AFFRONTEMENTS DE JUILLET 2025

Les affrontements de juillet 2025 illustrent les difficultés du nouveau régime syrien à imposer son autorité sur la région, dans un contexte de tensions confessionnelles exacerbées. Après quatre jours de violence dans la province, les forces gouvernementales ont finalement été contraintes de se retirer des localités qu'elles occupaient dans le Sud, entraînant un transfert *de facto* de l'autorité sécuritaire vers les factions druzes locales, imposé par la défaite sur le terrain.

Les combats ont éclaté à la suite de l'enlèvement d'un marchand druze par des Bédouins, le 11 juillet, dégénérant rapidement en une spirale de représailles. En décidant d'intervenir pour rétablir l'ordre dans la province – et afin de poursuivre, par la force, un processus de démilitarisation des mouvements autonomistes druzes – le régime a précipité cette escalade. Butant sur une farouche résistance, des hommes liés au régime se sont livrés à des exactions, documentées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme¹², auxquelles des combattants druzes ont répondu par des exécutions sommaires de civils bédouins¹³.

¹⁰ Paul McLoughlin, "Syria Insight: Suweida's Autonomy Threatened by New Economic Uncertainties," *The New Arab*, 21 June 2020, <https://www.newarab.com/analysis/syria-insight-suweidas-autonomy-threatened-new-economic-uncertainties>.

¹¹ Zakaria Taha, "Les Druzes, une communauté sous tension en Syrie," *Orient XXI*, 31 juillet 2025, https://orientxxi.info/les-druzes-un-enjeu-majeur-pour-l-avenir-de-la-syrie_8411

¹² Volker Türk, "Turk calls for immediate steps to ensure protection of people in Suweida and across Syria," *Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR)*, 18 July 2025, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2025/07/turk-calls-immediate-steps-ensure-protection-people-suweida-and-across-syria/>.

¹³ Human Rights Watch, "Syria: Accountability Lacking for Sweida Abuses," *Human Rights Watch*, 15 janvier 2026, <https://www.hrw.org/news/2026/01/15/syria-accountability-lacking-for-sweida-abuses>.

Cet épisode de violence sectaire n'est pas le premier dans la Syrie post-Assad. Plusieurs événements ont mis en évidence les difficultés d'Al-Charaa à contenir les franges les plus radicales de ses supplétifs. Ces dynamiques confirment également le climat de tensions religieuses qui s'est progressivement diffusé au sein de la société syrienne. En avril, cette atmosphère s'est de nouveau manifestée lorsque la diffusion d'un audio non vérifié d'un cheikh druze, dans lequel il discréditait le prophète Mahomet, a déclenché une série d'affrontements à caractère confessionnel dans les faubourgs de Damas.

Pour la communauté druze, ces épisodes ravivent d'anciennes craintes liées à l'intolérance religieuse des groupes armés sunnites durant la guerre civile. En 2018, les Druzes du Sud ont dû faire face au fanatisme et à la violence de membres de l'État islamique qui menaçaient alors la région. Cette appréhension au sein de la communauté est d'autant plus présente du fait du passé djihadiste de l'actuel dirigeant de Damas. En 2015, plusieurs de leurs coreligionnaires de la province d'Idlib ont été contraints de se convertir à l'islam sunnite par les combattants d'Al-Nosra¹⁴, alors dirigés par Al-Charaa.

La matérialisation de ces craintes existentielles en juillet dernier a finalement eu pour conséquence de resserrer les rangs de la communauté druze au Sud et de ses différentes factions. Le leadership de Hikmat Al-Hijri, profondément hostile aux nouvelles autorités damascènes, en est sorti renforcé. Le 24 août, ce dernier a annoncé la création d'une structure de défense unifiée placée sous son autorité et regroupant une trentaine de factions : la « Garde nationale ».

STRATÉGIE ISRAÉLIENNE D'INSTRUMENTALISATION DES DRUZES

L'approche d'Al-Charaa se heurte à un facteur de complexité supplémentaire puisqu'au-delà des dynamiques locales druzes, il doit composer avec l'intervention d'un acteur extérieur majeur : Israël. La politique régionale de ce voisin est en effet particulièrement intrusive ; depuis la chute du régime Assad, Israël occupe une partie du Sud syrien et déploie une rhétorique séparatiste de plus en plus perméable au sein de la communauté.

C'est d'ailleurs l'intervention israélienne qui a radicalement modifié l'issue des affrontements de juillet 2015. Alors que les combats gagnaient en intensité, Tel-Aviv est intervenu directement *via* une campagne de frappes aériennes, allant jusqu'à viser le ministère de la

¹⁴ Piotr Smolar et Laure Stephan, "Le dilemme de la minorité druze de Syrie," *Le Monde*, 21 août 2015, modifié le 22 août 2015, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/08/22/le-dilemme-de-la-minorite-druze-de-syrie_4733527_3218.html.

Défense situé à proximité du palais présidentiel de Damas. Le prétexte invoqué était la protection des Druzes syriens face aux exactions du régime.

Cherchant à justifier son occupation du territoire syrien, tant auprès de la population que de la communauté internationale, la stratégie d'exploitation israélienne de la question druze s'est très tôt manifestée. Pour légitimer une telle violation de souveraineté, son Premier ministre Benyamin Netanyahu a déclaré qu'il ne tolérerait « aucune menace contre la communauté druze du Sud de la Syrie » et que, par conséquent, le Sud devait être démilitarisé¹⁵. À l'époque, ces annonces avaient suscité des vagues de protestation au sein de la communauté, dénoncées y compris par les personnalités ouvertement hostiles au nouveau régime syrien, telles que Hikmat al-Hijri¹⁶.

Cependant, lorsque les violences sectaires éclatent, le discours israélien entre en résonance avec les craintes de la communauté¹⁷ et trouve des relais au sein de ses leaders, à mesure que leurs positions convergent avec les intérêts israéliens. Ainsi, le cheikh Al-Hijri poursuit, en parallèle de sa quête de leadership politique sur la scène druze syrienne, un rapprochement avec les autorités israéliennes. Dans une interview accordée au journal israélien *Ynet* le 14 janvier dernier, il déclarait vouloir voir émerger une entité druze indépendante, dont la transition serait assurée par Tel-Aviv¹⁸.

À cette rhétorique s'ajoute une tentative matérielle de cooptation de la minorité. Cette logique, également employée vis-à-vis des chrétiens du Sud-Liban durant la guerre civile libanaise (1975-1990), s'appuie sur une aide militaire et financière, visant à créer des relais locaux loyaux. Selon le *Washington Post*, depuis le 17 décembre 2024 – soit neuf jours après la chute de Bachar Al-Assad –, Israël livre, sous couvert d'aide humanitaire, armes, munitions et gilets pare-balles aux miliciens druzes, et assure pour certains le versement de leur salaire¹⁹. Au Liban, cette stratégie avait mené à la création de l'Armée du Sud-Liban, une milice chrétienne supplétive d'Israël qui contrôla la région méridionale du pays jusqu'en 2000. Un scénario que Tel-Aviv serait bien tenté de reproduire.

¹⁵ News Agencies, "Israel Won't Allow Syria Military Forces South of Damascus: Netanyahu," *Al Jazeera*, 23 février 2025, <https://www.aljazeera.com/news/2025/2/23/israel-wont-allow-syria-military-forces-south-of-damascus-netanyahu>

¹⁶ "Syrians Protest Over Netanyahu's Call for a Demilitarised South," *Middle East Eye*, 24 février 2025, <https://www.middleeasteye.net/news/syrians-protest-netanyahuus-call-demilitarised-south>.

¹⁷ Noura Doukhi, "'Hijri avait raison': à Soueida, près de sept mois après les violences de juillet, la défiance est toujours vive envers Damas," *L'Orient-Le Jour*, 7 février 2026, <https://www.lorientlejour.com/article/1494163/-hijri-avait-raison-a-soueida-pres-de-sept-mois-apres-les-violences-de-juillet-la-defiance-est-toujours-vive-envers-damas-.html>.

¹⁸ Einav Halabi, "'Israel saved us from genocide': Interview with Syrian Druze leader," *Ynet News*, 13 janvier 2026, <https://www.ynetnews.com/article/hjmretxbbl>.

¹⁹ Gerry Shih, Lior Soroka, et Rebecca Tan, "How Israeli Covert Activities in Syria Seek to Thwart Its New Government," *The Washington Post*, 23 décembre 2025, <https://www.washingtonpost.com/world/2025/12/23/israel-covert-activities-syria-druze/>.

En outre, la politique israélienne de cooptation des Druzes s'appuie sur la présence de cette minorité sur son propre territoire. Forte d'environ 150 000 membres, elle est pleinement intégrée à l'appareil sécuritaire de l'État depuis l'instauration du service militaire obligatoire pour les Druzes – contrairement à la majorité des arabes israéliens. De plus, certains de ses membres occupent des postes très stratégiques au sein de l'État-major israélien. C'est notamment le cas du général Ghassan Alian qui dirigeait jusqu'à très récemment le *Coordinator of Government Activities in the Territories*, chargé de superviser les affaires civiles en Cisjordanie et à Gaza. À peine son mandat achevé, il a été nommé, ce 6 février 2026, à un poste nouvellement créé pour l'occasion : agent de liaison chargé de coordonner les relations avec les communautés druzes au Liban et en Syrie. Cette initiative, présentée comme visant à renforcer les liens avec les Druzes, traduit une mise en œuvre opérationnelle de la stratégie israélienne.

SUD-SYRIEN : UN TERRAIN D'INFLUENCE ISRAÉLIENNE

Car, pour Israël, la question druze dépasse le simple cadre communautaire : elle constitue un levier stratégique visant à affaiblir le nouveau pouvoir syrien. La sécurisation de la frontière sud apparaît davantage comme un instrument de légitimation de l'ingérence israélienne, que comme un objectif stratégique en soi. La minorité druze est utilisée comme point d'ancrage pour influencer le Sud syrien et imposer un rapport de force capable de contraindre Damas à accepter la démilitarisation de la région. Ainsi, sous le double prétexte de se prémunir des menaces émanant du nouveau régime et d'en protéger la communauté druze, Tel-Aviv a unilatéralement mis fin à l'accord de 1974 après la chute du régime Assad et occupe désormais une partie du Sud syrien, étendant sa présence militaire au-delà du Golan.

Cette orientation stratégique plonge ses racines dans le souvenir douloureux de la guerre d'octobre 1973, qui avait conduit à l'instauration d'une zone démilitarisée dans le Golan syrien, alors occupé par Israël depuis 1967. Cette politique de neutralisation s'est trouvée par la suite confortée par la signature d'un accord, en 2018, entre Israël et la Russie – alors parrain du régime syrien – qui accordait le retour des troupes gouvernementales à la frontière du Golan, à condition que ces dernières ne menacent pas la sécurité israélienne. Si, à l'époque, l'accord visait explicitement les forces alliées à l'Iran, sa logique s'applique aujourd'hui, dans la réflexion stratégique israélienne, aux forces gouvernementales syriennes.

Sur le plan régional, la stratégie israélienne de « ceinture de zones tampons »²⁰ est également appliquée au Liban et à Gaza, et répond au désastre stratégique qu'a été pour les dirigeants israéliens l'attaque le 7 octobre 2023. Comme l'indique le nouveau plan militaire pluriannuel de l'armée israélienne, dévoilé le 12 janvier 2026, la politique d'endiguement des menaces extérieures, qui a longtemps guidé la politique régionale israélienne, laisse place à une volonté de remodeler son environnement proche par la force et l'occupation.

Enfermant le pays dans une gestion uniquement sécuritaire de ses rapports de voisinage, cette stratégie ne trace aucun horizon politique à long terme. Elle constitue cependant, à court terme, un levier à même d'imposer un rapport de force vertical, favorable aux intérêts israéliens, vis-à-vis d'un État failli tel que la Syrie, en quête de légitimité tant interne qu'externe. Ainsi, le point d'achoppement des discussions bilatérales actuelles, menées sous l'égide des États-Unis, se construit autour d'une démilitarisation du Sud syrien en échange du retrait israélien²¹. Un cadre similaire à celui de l'accord israélo-libanais de novembre 2024 qui n'a pas permis d'enrayer l'occupation israélienne, laissant présager des limites comparables pour la Syrie.

Dans ce contexte, la question druze demeure un rouage essentiel du rapport de force qu'impose Tel-Aviv. Si le communiqué à l'issue des dernières discussions, tenues le 5 janvier à Paris, annonçait de la création d'une « cellule de fusion » tripartite afin d'accueillir de nouvelles discussions sur la sécurité du Sud syrien, le bureau du Premier ministre a quant à lui insisté sur l'importance de « préserver la sécurité de la minorité druze en Syrie »²², démontrant ainsi la dimension communautaire qui sous-tend la stratégie de pression israélienne.

²⁰ Armenak Tokmajyan, “Israel’s Ring of Buffer Zones,” *Diwan* (Carnegie Endowment for International Peace – Malcolm H. Kerr Carnegie Middle East Center), 4 décembre 2025, <https://carnegieendowment.org/middle-east/diwan/2025/12/israels-ring-of-buffer-zones?lang=en>.

²¹ Barak Ravid, “Scoop: Israel-Syria Talks Planned in Paris with U.S. Mediating,” *Axios*, 4 janvier 2026, <https://wwwaxios.com/2026/01/04/israel-syria-talks-security-agreement-barrac>.

²² Barak Ravid, “U.S. Proposed Demilitarized Economic Zone on Israel-Syria Border as Part of Security Pact Negotiations,” *Axios*, 6 janvier 2026, <https://wwwaxios.com/2026/01/06/israel-syria-security-pact-negotiations>.

CONCLUSION

La montagne druze constitue pour le pouvoir de Damas un faisceau de contraintes imbriquées, héritées à la fois de la longue trajectoire historique de la communauté et des séquelles de la guerre civile. Ces héritages se prolongent dans l'actuelle période de transition, marquée par la persistance de logiques sectaires violentes, les réflexes de repli communautaire et la porosité à l'influence d'acteurs extérieurs dont les intérêts entrent en contradiction avec le projet d'unité syrienne tel que porté par Ahmad al-Charaa. Ces tensions contribuent à alimenter une forme d'irrédentisme druze et interrogent le modèle politique que veulent instaurer les nouvelles autorités syriennes – conceptualisé par certains chercheurs comme une forme de « suprémacisme sunnite »²³.

L'ingérence israélienne apparaît, quant à elle, comme le symptôme d'un retour durable des logiques de zones d'influence, dans un Proche-Orient en pleine redéfinition de son ordre sécuritaire sous l'égide étatsunienne²⁴, où la souveraineté étatique est de plus en plus subordonnée à des impératifs stratégiques concurrents. Sur le plan national, la question de Sweïda place le nouveau régime face à une équation sécuritaire et politique d'autant plus délicate que l'ingérence israélienne tend à exacerber les lignes de fracture internes, en instrumentalisant des dynamiques communautaires héritées du conflit au détriment de toute consolidation de l'autorité centrale.

²³ Patrick Haeni et Jérôme Devront, *Transformed By the People. Hayat Tahrir al-Sham's Road to Power in Syria*, London, Hurst, 2025.

²⁴Fouad Khoury Helou, "La montée en puissance d'Israël et les enjeux qu'elle pose au Moyen-Orient," *IRIS France*, 28 janvier 2026, <https://www.iris-france.org/la-montee-en-puissance-disrael-et-les-enjeux-quelle-pose-au-moyen-orient/>.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.